

Etats-Unis-Iran/Diplomatie

Washington rétablit ses sanctions "implacables"

AFP
Washington/États-Unis

Pas de quoi abattre, apparemment, Téhéran, qui promet de les "contourner".

LES États-Unis ont promis hier d'exercer une pression "implacable" pour faire plier l'Iran, qui entend "contourner avec fierté" les sanctions draconiennes rétablies par Washington contre les secteurs pétrolier et financier iraniens. Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a dévoilé la liste des huit pays autorisés, pendant encore six mois au moins, à continuer d'acheter du pétrole à Téhéran : la Chine, l'Inde et la Turquie (les premiers importateurs de brut iranien avec l'Union européenne), ainsi que le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, l'Italie et la Grèce. L'administration de Donald Trump, qui a claqué la porte en mai de l'accord de 2015 censé empêcher l'Iran de fabriquer la bombe atomique, a terminé hier de rétablir toutes les sanctions levées après sa signature. De telles dérogations, au motif que ces pays se sont engagés à continuer de réduire leurs achats, avaient déjà été octroyées par la précédente administration démocrate de Barack Obama de 2012 à 2015. Mais l'actuel gouvernement républicain affirme être beaucoup plus strict et affiche toujours l'objectif de ramener à zéro les exportations iraniennes de brut, qui assurent 40% des recettes de l'État iranien. Elles ont déjà baissé d'environ un million de barils

par jours (mbj) depuis mai, pour s'établir à 1,6 mbj en septembre.

"VIRAGE A 180 DEGRES"• Washington a énoncé douze conditions pour conclure avec la République islamique un "meilleur accord", "plus complet" : des restrictions beaucoup plus dures à son programme nucléaire, et la fin de la prolifération de missiles et de son interventionnisme jugé "déstabilisateur" au Moyen-Orient.

Tant que l'Iran n'aura pas "pris un virage à 180 degrés", "nous exercerons une pression implacable sur le régime", a martelé hier Mike Pompeo. A ses côtés, le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin a prévenu que "la pression maximale" continuerait de "s'accroître", notamment si l'Iran ou les entreprises étrangères "tentent de contourner les sanctions".

Or, le président iranien Hassan Rohani a promis hier, dans un discours télévisé, de "contourner avec fierté" ces "sanctions illégales et injustes".

"Nous sommes en situation de guerre économique et nous affrontons une tentative d'intimidation. Je ne pense pas que dans l'histoire américaine il y ait eu jusqu'à présent quelqu'un à la Maison Blanche qui contrevienne à ce point au droit et aux conventions internationales", a-t-il clamé. La bataille se joue aussi sur le terrain de la communication.

Samedi, le guide suprême d'Iran Ali Khamenei a accusé Donald Trump d'avoir "discrédité" les États-Unis qui, selon lui, seront les ultimes perdants de cette politique.



Photo : AFP

Pour le secrétaire d'État Mike Pompeo, les États-Unis exerceront "une pression implacable sur le régime" aussi longtemps que l'Iran n'aura pas fait "un virage à 180 degrés".

"L'Iran va mal", a au contraire relevé dimanche le président américain, dont Téhéran est la principale bête noire et qui voue l'accord sur le nucléaire aux gémonies. "Quand j'ai pris mes fonctions, juste avant, on pensait que l'Iran allait dominer tout le Moyen-Orient (...). Plus personne n'en parle aujourd'hui", a-t-il ajouté, sans préciser quels faits lui permettent de tirer une telle conclusion.

Le président américain assure être prêt à discuter avec les dirigeants iraniens pour négocier un nouvel accord, suivant sa stratégie nord-coréenne qu'il juge couronnée de succès : pression maximale puis négociations et réconciliation.

"La confiance mutuelle n'est pas une condition préalable pour entamer des négociations, mais le respect mutuel oui", a répondu le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif dans un entretien au quotidien USA

Today, estimant que Washington doit changer son "approche" pour relancer la diplomatie.

AIDE EUROPEENNE• Malgré une économie en difficulté, de nombreux experts estiment que l'Iran va pour l'instant résister, d'autant que, contrairement à la période pré-2015, les États-Unis sont assez isolés. Les Européens, pourtant alliés des Américains, tiennent à préserver un accord sur le nucléaire qu'ils jugent indispensable à la sécurité mondiale, et, pour éviter que Téhéran ne le quitte à son tour et relance la course à l'arme atomique, promettent de l'aider à contourner les sanctions. "Nous allons faire tout le nécessaire pour préserver et élargir la coopération économique, commerciale et financière avec l'Iran en dépit des sanctions américaines", a aussi réagi le ministre russe des Affaires étrangères. Ces sanctions s'apparentent à un chantage contre

les pays qui commerciaient avec l'Iran : les entreprises asiatiques ou européennes se verront interdites de marché américain si elles continuent d'importer du pétrole iranien, ou d'échanger avec des banques iraniennes ciblées par Washington. Beaucoup ont déjà choisi les États-Unis et quitté l'Iran. Concernant les sanctions financières, quelque 700 individus et entités en Iran ont été placés hier sur la liste noire américaine, soit davantage que ceux qui en avaient été retirés après l'accord de 2015. Parmi eux, 50 banques iraniennes, plus de 200 personnes et navires des secteurs iraniens du transport maritime et de l'énergie, une compagnie aérienne iranienne et plus de 65 de ses avions. L'administration Trump souhaite aussi déconnecter l'Iran du circuit bancaire international Swift, ossature du système financier mondial, comme c'était le cas de 2012 à 2016.

A travers le monde

• Afghanistan/Conflit. Les talibans dans un troc de cadavres avec les autorités

Les talibans ont indiqué mener un troc de cadavres avec les autorités afghanes, exigeant le retour de la dépouille d'un des leurs, qui a assassiné mi-octobre un puissant général, contre les restes de 13 victimes d'un crash d'hélicoptère la semaine dernière.

• Allemagne/Politique. Le chef du Renseignement intérieur écarté

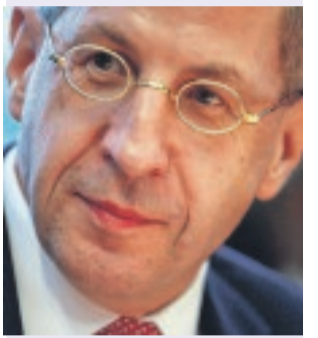


Photo : AFP

Le ministre allemand de l'Intérieur Horst Seehofer a annoncé hier mettre d'office à la retraite le chef du Renseignement intérieur, Hans-Georg Maassen, 55 ans, en raison de ses critiques contre la coalition gouvernementale, un manquement à son devoir de réserve.

• France/Politique. Un gendarme retrouvé mort dans les jardins de Matignon

Un gendarme de la Garde républicaine a été retrouvé mort hier matin dans les jardins de Matignon – la résidence du Premier ministre – et la thèse du suicide est privilégiée, a-t-on appris de sources concordantes.

• Sri Lanka/Crise. Rajapakse mobilise à son tour ses partisans



Photo : AFP

Des milliers de partisans de l'ex-président du Sri Lanka Mahinda Rajapakse convergeaient hier vers la capitale Colombo pour appuyer sa nomination controversée au poste de Premier ministre, qui a plongé le pays dans une crise politique.

• Suède/Politique. Le patron de la droite va (encore) tenter de former un gouvernement

Le président du Parlement suédois a de nouveau donné mandat hier au patron de la droite de former un gouvernement, deux mois après des législatives qui n'ont pas permis de dégager de majorité.

France-Pakistan/Asile

La maire de Paris prête à accueillir Asia Bibi

AFP
Lille/France

Anne Hidalgo exhorte d'ailleurs l'État à intervenir auprès d'Islamabad.

LA maire de Paris Anne Hidalgo a exhorté hier la France à "intervenir auprès du Pakistan" pour qu'il autorise la chrétienne Asia Bibi à "se réfugier dans un autre pays", se disant "prête à l'accueillir" dans la capitale française, dont elle est citoyenne d'honneur. "L'acquiescement d'Asia Bibi par la Cour suprême du Pakistan a été un véritable soulagement pour toutes celles et tous ceux qui, comme moi, lui avaient apporté un soutien et avaient appelé à sa libération ces dernières années", a déclaré

à l'AFP la maire socialiste en marge d'un déplacement à Lille (nord), où elle assistait à l'Assemblée générale des maires francophones.

"Mais sa situation reste particulièrement précaire, puisqu'elle est toujours emprisonnée et qu'elle et ses proches font l'objet de très nombreuses menaces de mort", a-t-elle ajouté.

"La France a le devoir de lui venir en aide, ainsi qu'à sa famille, en intervenant auprès du Pakistan pour qu'il l'autorise à se réfugier dans un autre pays, où elle sera en sécurité et où elle pourra pratiquer sa religion chrétienne en toute liberté", a demandé Mme Hidalgo, qui s'est dite "prête à l'accueillir" à Paris.

En 2014, la mairie de Paris avait attribué à Mme Bibi la citoyenneté d'honneur



Photo : AFP

La maire de Paris, Anne Hidalgo : "La France a le devoir de venir en aide" à Asia Bibi.

"pour contribuer à la protéger".

"Il y a urgence. Si la France et la communauté interna-

tionale ne se mobilisent pas avec volontarisme, nous pouvons craindre le pire pour Asia Bibi. N'attendons

pas qu'un drame survienne. C'est maintenant qu'il faut agir", a-t-elle encore plaidé.

La Cour suprême du Pakistan a acquitté la semaine dernière Asia Bibi. Elle avait été condamnée à mort en 2010 pour "blasphème". Cette décision a provoqué la fureur d'islamistes, qui ont bloqué les principaux axes du pays pendant trois jours. Les manifestations ne se sont arrêtées qu'après la signature d'un accord controversé avec les manifestants.

Le gouvernement pakistanais s'y engage à lancer une procédure visant à interdire à Asia Bibi de quitter le territoire et à ne pas bloquer une requête en révision du jugement d'acquiescement.